

sion et rapidité. Mais il demande aux travailleurs « de s'en remettre à la loi pour celles de leurs revendications qui doivent être réglées par la loi, de poursuivre les autres dans le calme, la dignité et la discipline ».

L'« Humanité » paraît vendredi avec ce cri : Dans l'ordre pour le pain ». D'autre part, Cachin y écrit : « Le ministère du Front Populaire entre en fonction dans des conditions difficiles. Notre parti communiste et la C. G. T. lui apporteront leur concours sans réserve pour la solution rapide de l'immense conflit qu'il a charge d'arbitrer ». Les centristes mettent bien en évidence qu'il s'agit de rien d'autre que d'un simple mouvement revendicatif où ils ne sont pour rien.

Vendredi l'« Humanité » parle de plus de 500.000 grévistes en France, car le Nord s'est ébranlé et les mineurs de Lens dont la menace de grève générale avait été écartée avant le 1er mai ont occupé les puits. Dès vendredi, le Front Populaire met en garde les ouvriers contre les Croix de Feu, argument qu'il brandira progressivement pour l'employer la semaine d'après contre des travailleurs récalcitrants. En vérité, ni jeudi, ni vendredi les organismes fascistes n'osent bouger pas plus que la bourgeoisie ne conçoit l'opportunité de mobiliser la garde mobile.

Samedi 7 juin, le gouvernement Blum entre en action avec l'accompagnement de Jouhaux qui disposera librement de la Radio. Salengro, ministre socialiste S. F. I. O. de l'Intérieur avertit les militants qu'il ne faut pas qu'ils gênent la vie publique ou troublent l'ordre. Les rares journaux bourgeois qui paraissent ce jour là lui attribuent des déclarations excessivement fortes au sujet du maintien de l'ordre. Lebas, ministre du Travail, invitera solennellement les ouvriers à tenir compte de l'avènement de Blum et il dira que le « programme du gouvernement que présentera le Président du Conseil répond précisément à toutes ces revendications qui sont à la base du mouvement des grèves ». Jouhaux, quant à lui, aura pour tâche de tranquilliser l'opinion publique et d'entamer l'attaque contre les formations de droite qui poussent les ouvriers vers des positions extrémistes. Enfin, Séverac expliquera dans le « Populaire » que le gouvernement Blum a reçu mission de réaliser un programme dans

le cadre du régime capitaliste et non de briser ses cadres et que les ouvriers doivent bien comprendre cela.

« L'Humanité » sortira samedi avec la devise flamboyante : « L'Ordre assurera le succès ». Ceux qui sortent de la légalité se sont les patrons, les agents d'Hitler qui ne veulent pas la réconciliation des Français et acculent les ouvriers à faire la grève.

Malgré cela le Bâtiment décide la grève générale pour lundi et rapidement sont publiés des avis mettant en garde les cheminots, P. T. T. et ouvriers des Services publics contre des grèves auxquelles s'opposent les syndicats qui prétendent obtenir rapidement satisfaction pour ces travailleurs.

Le Parlement qui se réunira samedi sera dominé par la marche des conflits et la confiance sera votée très vite à Blum, y compris par Duclos au nom du Parti Communiste.

Dimanche dans la journée, le P.C. lance une édition spéciale de l'« Humanité » où l'on dit : « Il faut faire vite ». La grève s'étend en province et peut acquérir des proportions imprévisibles. L'accord de l'Hôtel Matignon réalisé dans la nuit de dimanche à lundi est rapidement connu.

Lundi 8 juin, le « Populaire » et « l'Humanité » crient à la victoire. Pour la première fois, la puissante Confédération générale des Producteurs français et la C. G. T. ont traité comme des puissances égales. L'accord s'est fait sur l'admission du contrat collectif, sur la reconnaissance du droit syndical, des délégués syndicaux, l'augmentation des salaires de 7 à 15 p.c., ce que centristes et socialistes transformeront en 35 p. c. puisque le patronat français devra appliquer le semaine de 40 heures avec le salaire de 48 heures. A ce sujet, M. Philipp, député S. F. I. O., prouvera lors de la discussion au sujet de la loi des 40 heures que le patronat parviendra à obtenir le rendement de 48 h. en 40 heures par l'intensification du travail horaire.

Le lundi, la chanson nouvelle que les ouvriers devront écouter sera la suivante : « Vous êtes victorieux, il faut reprendre le travail sur la base de l'accord Matignon où est stipulé que « l'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires à la loi ».

Mardi, Frachon, dans « l'Humanité »,